



Une conversation sur le climat au CORIM

Description

Changements climatiques : l'économie verte peut-elle combler le retard?

Par **Jean-Luc Burlone**

Au déjeuner causerie du 20 novembre, le CORIM recevait **Denis Leclerc** (Écotech), **Kim Thomassin** (CDPQ), **Solenne Brouard** (Polystyvert) et **Sidney Ribaux** (Équiterre), qui sont venus discuter du climat et de l'économie verte au Québec devant plus de 300 personnes réunies à l'hôtel Westin.

Ici, il est utile de faire une parenthèse afin de donner quelques chiffres qui permettent d'apprécier la situation du Québec dans le monde quant à la lutte au changement climatique : le Québec émet 87 millions de tonnes métriques d'équivalent CO₂ (Mt éq.CO₂) soit 11,3% des émissions canadiennes de 721 Mt éq.CO₂ et 0,22% des émissions mondiales de plus de 40 Gt éq.CO₂.

Après que le modérateur, M. Leclerc, ait averti l'auditoire du danger médical que représentent les gaz à effet de serre (GES), trois thèmes furent abordés lors de la discussion :

- Comment soutenir le développement des entreprises québécoises et catalyser l'attraction d'investissements privés, tout en préservant la propriété et les emplois au Québec ?
- L'importance d'une meilleure cohérence gouvernementale avec le secteur privé.
- Marché du carbone et Fonds vert : comment maximiser les retombées ?

Reconnaissant que l'argent est le nerf de la guerre, le financement a été abordé en premier lieu, particulièrement quant à l'utilité, voire la nécessité, du financement gouvernemental comme levier pour stimuler l'économie verte.

Il y a eu consensus au panel pour améliorer la cohérence entre toutes les parties prenantes de l'industrie afin que l'information soit fiable et donc utile tant aux entreprises qu'aux gouvernements.

De fait, l'appui financier d'un gouvernement rassure les investisseurs privés et facilite l'émergence et la croissance d'une jeune entreprise. L'entreprise de Mme Brouard est un exemple d'entreprise émergente qui a

su profiter d'un appui gouvernemental pour bâtir un montage financier qui comprend différentes organisations et entreprises privées, notamment du domaine environnemental et financier.

Il y a eu consensus au panel pour améliorer la cohérence entre toutes les parties prenantes de l'industrie afin que l'information soit fiable et donc utile tant aux entreprises qu'aux gouvernements. De plus, comme l'a souligné Mme Thomassin, la transparence dans la reddition de comptes est l'élément essentiel qui établit et maintient la confiance parmi les parties prenantes. À ce titre, elle a fait remarquer que de lier la rémunération des dirigeants à la transparence est un incitatif efficace.



M. Ribaux a soulevé bien à propos l'incohérence des gouvernements qui, tout en s'efforçant de réduire les GES, financent à la hauteur de 500 milliards de dollars par année l'industrie de l'énergie fossile canadienne. Certes, nous avons un besoin d'énergie auquel les énergies renouvelables ne peuvent pas encore répondre mais faciliter en réduisant les coûts de la production d'énergie fossile encourage la dépendance envers cette énergie.

Par ailleurs, cet argent pourrait financer la dissémination d'information sur le changement climatique; notamment par des campagnes de publicité comme cela se fait pour des sujets sur la santé. Les gouvernements pourraient également favoriser davantage le virage vert des entreprises d'état. Poste Canada, par exemple, utilise moins les véhicules électriques ou hybrides que ne le font plusieurs concurrents du secteur privé.

'... nous avons un besoin d'énergie auquel les énergies renouvelables ne peuvent pas encore répondre mais faciliter en réduisant les coûts de la production d'énergie fossile encourage la dépendance envers cette énergie.'

M. Ribaux a également rappelé que l'argent généré par le marché du carbone (une taxe carbone indirecte) et celui du fonds vert devrait également servir à palier les conséquences du changement climatique, qui ne peut plus être évité mais seulement pallié par le virage vert de notre société.

Tout cela est bien beau mais on ne peut croire qu'à moitié que nos efforts individuels changeront le destin du climat. Certes, nos efforts pour une économie verte doivent être maintenus; ils améliorent le bien-être et particulièrement la santé de la population.

Mais considérant que le Québec émet 0,22% des émissions de GES mondiales et que les deux tiers de ces émissions proviennent de, plus ou moins, 90 grosses entreprises, tant que ces dernières ne seront pas carbone

neutre, tous nos efforts personnels aurons peu de chance de réussir la transition vers une économie verte.

Images : Sylvie-Ann Paré

Abonnez-vous à notre
infolettre pour être informé
de nos plus récents articles

S'inscrire

Lire aussi : [Legault sur la place du Québec dans le monde](#)



Jean-Luc Burlone, Ms. Sc. Economie, FCSI (1996)
Analyse économique et Stratégie financière • jlb@jlburlone.com

Fellow de l'Institut canadien des valeurs mobilières (FCSI), Jean-Luc Burlone a une excellente connaissance de la gestion des produits financiers et il détient une maîtrise en économie de l'Université de Montréal avec une double spécialisation en économie du développement et en économie internationale – finance et commerce.

Le texte ci-dessus exprime mon opinion suite au déjeuner causerie du CORIM, tenu le 20 novembre 2018. – JLB

Categorie

1. Affaires publiques
2. Article | Environnement

Tags

1. changements climatiques
2. CORIM
3. économie verte
4. jean-luc burlone

date créée

novembre 2018